

POUVOIR, ETHNICITÉ ET ENFANTS SOLDATS AU TCHAD

SOULEYMANE ABDOULAYE Adoum

Enseignant-chercheur à l'Ecole Normale de N'Djamena-Tchad
souleyaa@hotmail.fr ou souleymaneabdoulaye2170@gmail.com

Résumé

Cet article met en exergue la corrélation qui existe entre pouvoir, ethnie et enfant soldat au Tchad. Il cherche aussi à montrer les régions ayant été affectées par le phénomène d'enfants soldats et l'incertitude qui côtoie leur destin, malgré les efforts déployés dans le processus de démobilisation et réinsertion. Les facteurs d'ordre politique, économique, social et structurel constituent les véritables problématiques de la réinsertion sociale des enfants soldats. Cette contribution s'appuie sur l'histoire de vie des ex-enfants soldats à travers des entretiens et interviews recueillis auprès de ceux-ci. A ces données orales s'ajoutent quelques ouvrages et documents écrits par les organisations de droit de l'homme et autres associations de protection de l'enfant. En dépit des engagements pris par le gouvernement tchadien et les groupes rebelles pour empêcher le recrutement des mineurs, le phénomène d'enfants soldats subsiste aussi bien au sein de l'armée nationale que des groupes rebelles.

Mots clés : *Enfant, soldat, pouvoir, ethnicité, réinsertion.*

Abstract

This study highlights the correlation which exists between power, ethnic group and child soldier in Chad. It equally seeks to show the regions that have been touched by child soldier phenomenon and the uncertainty that is close to their fate in spite of the efforts deployed in demobilization and reintegration processes. The political, economic, social, and cultural factors account for the real problems related to the social reintegration of child soldiers. This contribution is built upon the life experience of the former child soldiers through discussions and interviews obtained from those participants. Besides these oral data, are added some books and written documents by human rights organizations and other organizations in charge of child protection. Despite the commitments made by the Chadian government and rebel groups to prevent the recruitment of minors, the phenomenon of child soldiers persists both within the national army and rebel groups.

Key words: *Child, soldier, power, ethnicity, reintegration, Chad.*

Introduction

La déliquescence des Etats africains postindépendance fait de l'Afrique un continent où sévissent des guerres de natures diverses (J.F. Bayard et al, 1999 :

1-31 ; A. Mbembé, 1990 : 7-24). Au Tchad, les interminables guerres civiles pour le pouvoir et son exercice ont engendré le phénomène d'enfants soldats. Des milliers d'enfants ont été enrôlés par diverses méthodes dans les rangs des forces structurées qui s'affrontaient depuis l'accession du pays à l'indépendance. Les régions où s'étaient surgies des révoltes et des rébellions, s'étaient vidées non seulement de leurs jeunes valides, mais aussi de leurs enfants mineurs pour des raisons consécutives aux représailles militaires et autres humiliations à caractère identitaire. Au cours de ces trois dernières décennies, l'on constate que le phénomène d'enfants soldats prend de l'ampleur avec la persistance des structures militaires parallèles à vouloir constituer des éléments pour la protection des chefs qui exercent ou conquièrent le pouvoir. L'histoire politique du Tchad montre que la conduite autoritaire de l'appareil étatique et l'ostracisme qui le caractérise ont donné naissance, partout dans le pays, à des révoltes et rebellions. Celles-ci se constituent souvent sur des substrats ethniques et régionalistes (R. Buijtenhuijs, 1978 :401-402). C'est ainsi que la gestion privative du pouvoir étatique postindépendance est marquée des révoltes et des guerres civiles. Les effroyables représailles militaires dans les régions insurrectionnelles ont donné naissance au phénomène d'enfants soldats (R. Buijtenhuijs, 1987 : 227-300). La vengeance, la précarité sociale et la perception identitaire dans l'exercice du pouvoir étatique sont les principales motivations d'enrôlement des enfants soldats dans les rangs aussi bien des forces rebelles que de l'armée nationale¹. La problématique d'enrôlement des mineurs interpelle les organisations étatiques et non-étatiques ainsi que les partenaires du gouvernement². Le processus de démobilisation et réinsertion des enfants soldats se trame dans un cortège d'entraves politiques, sociales, économiques et structurelles. Par conséquent, les efforts de réinsertion sociale des enfants soldats doivent être accompagnés par de création des infrastructures psycho-éducatives, des formations professionnelles et des sanctions concrètes contre les régimes qui se livrent au recrutement d'enfants soldats (Amnesty International, 2011 :22)

I-Conflictualité structurée et phénomène d'enfants soldats

Tous les régimes qui se sont succédé au Tchad depuis 1960 ont développé des méthodes politiques autoritaires et répressives, dosées d'ostracisme, pour assurer le fonctionnement de l'appareil étatique (A. Dadi, 1988 : 80). Alors, le pouvoir étatique s'exerce dans la violence tout en s'appuyant sur des communautés ethniques ayant le monopole des armes (M. Debos, 2013 : 42). Il en résulte une instabilité institutionnelle endémique réduisant l'exercice du pouvoir étatique aux humeurs des hommes à qui celui-ci est dévolu³. La raison pour laquelle, le

¹ Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, « Child recruitment and use », Nations unies, 2018.

² Rapport du secrétaire général de l'ONU sur les enfants et le conflit armé au Tchad, S/2007/400, 3 juillet 2007, p. 8.

³ International Crisis Group « Tchad: vers le retour de la guerre? » Rapport Afrique n°111 du 1er juin 2006, p. 11.

pays s'éternise dans des guerres civiles et durant lesquelles l'enrôlement des enfants ou des jeunes mineurs devient l'obsession des forces structurées en interminable belligérance. Les régions des révoltes et des rébellions subissent d'effroyables répressions militaires et autres humiliations physiques.

I.1- Conflits armés et représailles des groupes structurés

Dès le début de la révolte des populations Moubi dans le Centre du pays en 1965, contre le prélèvement abusif d'impôt de capitation, le gouvernement tchadien avait opté une attitude de fermeté à l'encontre des insurgés, comme le confirme la déclaration du président François Tombalbaye : *« Tout mouvement contre l'autorité de l'État sera réprimé avec une rigueur jusqu'alors inconnue et dont personne ne semble croire qu'elle soit possible au Tchad »*⁴. Il s'en suit des pogroms dans la région du Guéra où fut partie la révolte paysanne (A. Netcho, 1992). Les populations paysannes étaient forcées de quitter la région pour des destinations inconnues. A la naissance du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) en 1966, la région du Guéra et celle du Ouaddaï étaient les principales pourvoyeuses des combattants à la rébellion naissante. La répression militaire y fut inouïe, traduisant dans le fait la déclaration du chef de l'Etat, comme en témoigne une des victimes :

« Chaque jour, des camions militaires transportaient des hommes arrêtés dans les différents villages vers la garnison militaire de Mongo. A la fin de chaque semaine, le crieur public sillonnait tous les quartiers invitant la population à venir au pied de la montagne, en face de l'Eglise protestante, où se déroulait l'exécution des gens accusés d'être de mèche avec les révoltés. Plusieurs faki (marabouts) étaient dans les vagues parmi lesquels Goni Youssouf, Moussa Djogondi, Zakaria et Hassane Tchaltémé. Avant que ceux-ci ne soient exécutés, on les faisait promener, à travers les rues de la ville, pieds nus, menottes aux mains et accompagnés de quelques éléments de la garde nationale bien armés et du crieur-public dont le son de tam-tam interpellait tout le monde. Arrivés à la place où se passait la sentence, chacun des présumés rebelles, les yeux bandés d'un ruban de couleur rouge, était attaché par une corde en spiral du pied à la poitrine contre un piquet en bois, fixé pour la circonstance. Le peloton chargé de l'exécution esquissait un défilé, puis, après le premier coup de sifflet du chef, chacun des militaires se mettait en position de tir, canon fixé sur une cible et la mission est accomplie au second coup de sifflet. La scène était horrible et révoltante ».⁵

Si les premières ères du FROLINAT ont été dramatiques pour les populations des régions septentrionales, il en va de même dans les régions méridionales

⁴Extrait de sa conférence de presse diffusée à la radio nationale tchadienne le 22 novembre 1965.

⁵ A.A. Souleymane et al (2025) « Les contrastes de l'Armée Nationale Tchadienne de 1960 à 2023: analyse des enjeux et défis » : In Revue Internationale GRECE, Vol1, N°1 ISSN 3079-4463, e ISSN 3079-4471 <https://grece-tchad.com>

lorsque celles-ci ont vu naître en 1983 des mouvements rebelles (Codo : abréviation du commando) contre le régime d'Hissein Habré. Des exactions militaires inédites y étaient menées, mettant les populations dans la détresse et la terreur. Une des victimes rapporte :

« Je suis paysan natif de Danamadji et je vis à Sido depuis dix ans. Durant les troubles de 1983-1986, nous avons fui le village pour nous cacher en brousse pendant plusieurs mois. Nous avons abandonné nos champs et toutes autres activités. Les militaires du gouvernement nous tuaient. Quand ils arrivaient dans les villages, ils tiraient sur tout ce qui bougeait, même sur les oiseaux, car on leur a dit que les « codo » se métamorphosaient et se déplaçaient. Tous les villages étaient incendiés par l'armée d'Hissène Habré. Même l'élevage des petits ruminant n'existe pas, le cheptel, la volaille ont été brûlés. Dans les villages, il ne restait que les ruines, les traces des maisons. (...).

La situation devient intenable car même en brousse les rebelles nous obligent à nous incorporer leur rang, en cas de refus, nous sommes systématiquement éliminés »⁶.

Ces représailles militaires constantes dans les régions insurrectionnelles n'ont pas seulement régionalisé le conflit politique tchadien, mais elles l'ont dénaturé en lui conférant son caractère identitaire. Car, depuis l'indépendance à nos jours, l'armée demeure le pivot de l'exercice du pouvoir au Tchad. Or, l'armée nationale fut, elle-même, gangrenée des clivages ethniques et régionalistes (M-S. Yacoub, 2005 ; G. Ngoté, 2005). Le clan du président en exercice tient toujours la reine de l'armée nationale. Sous le règne de François Tomabalbaye, les Sara (issus d'une des tribus du Sud) occupaient tous les postes importants du commandement militaire. Ses successeurs Goukouni Weddeï, Hissein Habré et Idriss Déby ne s'étaient pas dérochés de cette pratique. Les Goranes et les Zaghawa sont placés à la tête des unités de commandement de l'armée. Par conséquent, les exactions militaires et autres humiliations dont sont victimes les régions des rebellions, sont attribuables à la communauté ethnique à laquelle appartient le Chef de l'Etat en exercice. La terreur et les frustrations auxquelles étaient soumises les populations des régions insurrectionnelles font que celles-ci deviennent des réservoirs de combattants aux forces rebelles et d'enrôlement des mineurs.

I.2- Zones et méthodes d'enrôlement des enfants mineurs

Les régions des révoltes et rebellions constituent les principales zones d'enrôlement d'enfants soldats. Ces derniers voyant les exactions et la terreur auxquelles étaient assujettis leurs parents, se nourrissent de vengeance et finissent par rejoindre les rangs des mouvements rebelles. Les fibres familiales,

⁶ Homme, paysan, âgé d'environ 60, entretien réalisé à Sido en septembre 2013.

tribales, ethniques voire l'art constituent les principaux réseaux de mobilisation des combattants et d'enrôlement d'enfants.

Au début de la rébellion tchadienne, les régions les plus affectées par le phénomène d'enrôlement des enfants soldats étaient le Centre et l'Est du pays, particulièrement le Guéra, le Batha, le Salamat et le Ouaddaï. Aiguillonnés et traumatisés par des répressions militaires affreuses, les jeunes adolescents de ces régions rejoignent en masse les mouvements rebelles. Les enfants mineurs suivaient aussi le chemin emprunté par leurs aînés. Ahmat Souleymane, un ex-enfant soldat qui fut admis au FROLINAT à l'âge de onze (11) ans, raconte son aventure :

« Nous étions neuf : huit autres jeunes, un peu plus âgés, et moi-même. Un jour, nous avons décidé d'aller rejoindre le FROLINAT car nous avons appris que les Sara faisaient subir les pires humiliations aux musulmans et que la rébellion du FROLINAT s'y opposait. A cette époque-là, beaucoup d'autres jeunes, comme nous, avaient rejoint les rebelles pour combattre l'injustice Sara. Je ne sais plus avec exactitude la date de mon départ pour la rébellion, mais je sais que le Président Tombalbaye fut tué quatre ans après mon admission. (...) »⁷.

Nourris de vengeance, les enfants mineurs s'enrôlent massivement dans les rangs des forces rebelles. Il s'agit d'enrôlement volontaire motivé par la volonté de vaincre l'injustice Sara et d'épargner leurs parents des exactions de l'armée gouvernementale. Plus tard, la prolifération des mouvements rebelles pour la conquête du pouvoir accentue les exactions sur les populations civiles et tout le pays sera embrassé. Le phénomène d'enfants soldats prend de l'ampleur et les mineurs sont davantage sollicités par les groupes structurés en belligérance. A cet effet, les régions les plus affectées sont l'Est et l'extrême Nord-est du pays. Dans ces localités, la lutte pour le pouvoir devient l'apanage de groupes ethniques. Ayant le monopole des armes, ces groupes ethniques du Nord cherchent toujours à conserver le pouvoir, mais ils ne s'entendent pas sur le partage des postes de responsabilité. Le clan du président en exercice s'accapare de tous les postes clés de l'armée et de l'administration publique, excluant ainsi les autres communautés ethniques du Nord. A partir des années 2000, les mécontentements politiques se transposent dans les relations sociales. Le pouvoir se dispute entre les groupes ethniques du Nord et le président Idriss Déby Itno est de plus en plus contesté, même à l'intérieur de son propre clan. Aux querelles politiques s'entremêlent des conflits intercommunautaires, opposant les groupes ethniques du Nord. On assiste à des défections et dissidences au sein de l'armée. Le clan présidentiel se déchire et les rébellions pullulent dans le Nord-est du pays. Elles se constituent sur des bases ethniques et chaque groupe se recroqueville dans sa communauté pour puiser ses combattants. Alors,

⁷ Homme, ex-rebelle du FROLINAT, âgé de 60 ans, entretien réalisé le 15 septembre 2013.

l'enrôlement des mineurs devient l'obsession des groupes ethniques structurés en belligérance pour le pouvoir.

Les méthodes d'enrôlement des enfants mineurs sont de plusieurs types. Aux premières ères du FROLINAT, la vengeance et l'art constituent les principaux moyens de mobilisation de combattants et d'enfants mineurs dans les rangs des forces rebelles. C'est un enrôlement volontaire pour lequel la propagande révolutionnaire et les danses de soirées nocturnes dans les villages ont joué un grand rôle. Abderamane Abdel-Azzis Attor, ex-chef d'une des factions du FROLINAT, explique comment la danse et les chansons ont été utilisées pour la mobilisation de combattants et d'enrôlement d'enfants mineurs :

« Durant toute la période de notre lutte, les populations paysannes étaient à nos côtés. Nous avons sympathisé avec elles à travers la danse, car la danse est synonyme de paix et de liberté pour lesquelles nous sommes prêts à mourir. Par les chansons, les messages sont facilement répandus parmi la masse. Les thèmes des chansons portaient sur nos victoires sur les "kirdi", sur les bravoures et les courages de nos combattants. Les noms des chefs rebelles sont toujours évoqués en référence à la bravoure et aux batailles remportées. Pour ovationner les chanteuses, nous mettions des billets de banque sur leurs figures et les combattants nous suivaient avec des tirs en l'air. Ainsi, il y a eu une forte mobilisation des jeunes dans la lutte de libération. À un moment donné, nous avons constaté que les jeunes s'étaient tous entrés dans les rangs de la rébellion, même ceux qui n'avaient pas encore l'âge et la force de tenir une arme »⁸.

Les recrutements des mineurs s'intensifient avec l'émergence à l'extrême Nord et Nord-est du pays des rébellions à base tribale. Le mode opératoire d'enrôlement des mineurs change. A la vengeance s'ajoutent des motivations liées au complexe de supériorité ethnique et à la précarité sociale à laquelle sont confrontées les populations des régions septentrionale et orientale. Les parents incitent leurs enfants de treize (13) à quatorze (14) ans à s'enrôler dans les mouvements rebelles pour assouvir leurs besoins pécuniaires. Car, les enfants seraient payés entre 10000 et 250000 francs CFA par les recruteurs⁹. Parfois, ces derniers mettent à profit les réseaux ethniques et familiaux ou, dans certains cas, rémunèrent des personnes dans les camps de réfugiés ou de déplacés pour qu'elles facilitent les activités de recrutement. Une autre tactique fréquemment utilisée par les recruteurs consiste à envoyer des enfants déjà mobilisés, vêtus de beaux habits et munis d'argent et de cigarettes, dans le but d'inciter les autres jeunes à rejoindre leurs rangs. Plusieurs organisations humanitaires ont dénoncé ce type d'enrôlement des mineurs dans les camps de réfugiés à l'Est du Tchad.

⁸Homme, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ 68 ans, entretien réalisé en juillet 2013 à Mongo.

⁹ Amnesty international « Un avenir compromis les enfants recrutés par l'armée et les groupes armés dans l'est du Tchad » Document public AFR 20/01/2011 (consulté en ligne le 15/11/2024 à 9 h 52 mn).

Le désir de conserver, aussi longtemps que possible, un pouvoir fondé sur l'ostracisme fait renaître au sein des tribus du Nord et de l'Est les vieilles pratiques culturelles, complexes de supériorité. Les enfants sont envoyés aux groupes structurés d'appartenance tribale en guerre pour défendre l'honneur du clan. Les garçons qui ne souhaitent pas s'enrôler sont considérés comme des lâches. L'enrôlement est donc perçu comme une avancée sociale, une famille dont un fils est militaire gagne le respect de sa communauté. Ainsi, les pratiques culturelles offrent la possibilité aux forces armées tchadiennes et groupes rebelles de recruter facilement des mineurs dans leurs rangs, environ 80 % des enfants soldats sont associés à des groupes armés et 20 % à l'armée tchadienne. A l'heure du numérique, les mouvements rebelles disposent des sites internet. Par ce nouveau moyen de communication, ils parviennent à mobiliser des mineurs dans leurs rangs. Depuis 2006, des sites tels que www.tchadactuel.com, www.alwihda.com, www.tchadanttropus.com, publient régulièrement des articles et des images vidéo sur les différents mouvements rebelles tchadiens. Ils publient également toutes les images vidéo des batailles qui opposaient les forces gouvernementales aux rebelles¹⁰. Les images des troupes structurées sont fascinantes pour les jeunes adolescents tchadiens. Des caravanes de camions Toyota 4X4, bien équipés de mitrailleuses, à bord desquels se trouvaient des mineurs perchés et bien habillés en treillis constituent l'essentiel des images postées sur Facebook ou YouTube. Plusieurs mineurs, rien qu'en regardant les images de leurs camarades maquisards, ont abandonné les cycles primaire et secondaire pour rejoindre massivement les mouvements rebelles de l'Est. Ainsi, l'internet est un outil indispensable pour l'enrôlement des mineurs aux rangs des forces structurées en guerre pour le pouvoir. Ces dernières années, la présence des enfants mineurs dans les rangs des structures militaires est remarquable. Ce phénomène d'enfants soldats ne compromet pas seulement l'avenir des mineurs, mais il sacrifie entièrement leur vie.

II- Enfants soldats : une vie sacrifiée

La présence des mineurs est constamment sollicitée par toutes les forces structurées en quête du pouvoir ou en sa garde. Les enfants recrutés sont utilisés pour des missions périlleuses et, en fin de compte, sont abandonnés à leur triste sort.

II.1- Enfants soldats voués aux missions périlleuses

Aussitôt enrôlés, les enfants soldats suivent hâtivement une formation militaire avant d'être envoyés sur les champs de batailles. Ahmat Ramat Souleymane, ex-enfant soldat du FROLINAT, à ce propos, dit ceci :

« Quelques jours après mon arrivée à Mokoffi, dans la région du Guéra, j'ai suivi une formation militaire de quatre mois. Nos instructeurs étaient des Soudanais. A cette époque, la majorité de la troupe ne possédait pas

¹⁰Le Temps n°473 du 05 au 11 avril 2006, p. 7.

d'armes automatiques. Nous menions des opérations militaires contre les forces gouvernementales se trouvant dans les localités environnantes de la base militaire n°1. J'ai participé la première fois à une attaque militaire contre le poste de l'Armée Tchadienne de Wiled-Bili, localité située près de Dourbali, dans le Chari-Baguirmi. Ce jour-là, nous étions un groupe de 20 personnes parties de la base n°1 avec cinq armes dont 3 de type MAS 36 et 2 pistolets mitrailleuses (PM). C'était à 4 heures du matin que nous avons surpris les gardes nomades. Je portais sur moi en bandoulière 100 cartouches et je suivais de près notre chef qui tenait le MAS 36. Quand il commençait à tirer sur l'ennemi, je l'approvisionnais en cartouches. Le combat a duré une heure et demie, au lever du soleil. Mais, les forces gouvernementales nous ont repoussés et dispersés. Nous avons abandonné deux corps de nos éléments et avons eu quelques blessés »¹¹.

Les enfants soldats ne sont pas seulement destinés aux combats militaires. Les plus âgés assurent des tâches subalternes au sein du groupe auquel ils appartiennent : préparation du thé, corvée de fagots pour la préparation de repas, vaisselle et lavage de tenues des officiers. Ils sont utilisés pour des missions parfois périlleuses à cause de leur naïveté d'obtempérer facilement et d'exécuter sans failles les ordres de leurs supérieurs, comme l'a fait remarquer un officier de l'Armée Nationale Tchadienne : « *Les enfants soldats sont idéaux parce qu'ils ne se plaignent pas, ils ne s'attendent pas à être payés et si vous leur dites de tuer, ils tuent, ils font ce que vous leur dites de faire* »¹². Ils sont envoyés pour la quête des renseignements sur la position de l'ennemi et sont chargés aussi de transmission des lettres à leurs complices résidents dans les villes tenues par leurs ennemis. Les enfants soldats sont utilisés comme des éclaireurs et boucliers humains. Houya, ex-enfant soldat, raconte son expérience :

« Comme j'étais très jeune à cette époque-là (j'avais à peine 14 ans) les rebelles m'utilisaient comme éclaireur. Quand nous nous approchions d'un village, ils m'envoyaient pour explorer. C'était seulement quand je revenais qu'ils s'y rendaient. Parfois je venais la nuit à Kassai, dans la ville de Sarh, pour recueillir des informations auprès de nos complices et sympathisants. Pour ces missions, quelques éléments m'accompagnaient souvent jusqu'à l'entrée de la ville. Arrivé à Sarh, j'étais hébergé chez un vieux ancien combattant de l'armée française au quartier Kassai. Durant mon séjour en ville, je sillonnais les cabarets et autres endroits de retrouvailles populaires. J'y recueillais des informations auprès des consommateurs d'alcool traditionnel et autres gens qui parfois soulevaient des débats relatifs à la situation militaire du Moyen-Chari. C'est de cette façon que je parvenais à donner des renseignements sur la position de

¹¹ Homme, ex-rebelle du FROLINAT, âgé de 60 ans, entretien réalisé le 15 septembre 2013.

¹² Entretien conduit par Human Rights Watch avec un officier ANT, Abéché, Tchad, 1^{er} avril 2007

l'armée gouvernementale. Ainsi, nous étions au courant des mouvements de l'ennemi. Je portais des lettres destinées aux parents des rebelles et quand je repartais, je quittais la ville autour de 13 heures, car à cette heure-là la plupart de services fermaient leurs portes et le personnel était en repos. Le point de rencontre avec mes compagnons était fixé d'avance, généralement non loin d'un axe routier et la rencontre se faisait souvent à l'approche du crépuscule»¹³.

Les enfants soldats constituent des chairs à canon, affirme un officier de l'Armée Nationale Tchadienne qui avait participé à des activités de recrutement des civils en masse, dans les villages zaghawa et goran de la région de Borkou-Ennedi-Tibesti, au Nord du Tchad à l'automne 2006, à une époque où les forces du gouvernement subissaient des pertes terribles sur le champ de bataille¹⁴. Des recrues ont été rassemblées et rapidement organisées en unités, dotées d'uniformes et d'armes, et déployées en cercles concentriques pour assurer la défense autour de N'Djamena. Des enfants de quatorze (14) ans seulement ont été incorporés dans les forces armées, dans le cadre de ces campagnes hâtives pour grossir les effectifs humains¹⁵.

II.2- Incertitude et stress psychologiques sociétales

Tout au long de leur carrière militaire/rebelle, les enfants soldats sont exposés aux missions périlleuses. Mais, en retour, ils ne bénéficient ni de grade ni de poste de responsabilité. Dans la plupart des cas, ils sont abandonnés et subissent le revers du service militaire accompli. Nombre d'entre eux, après toute une vie sacrifiée au bénéfice des groupes structurés, n'ont reçu que la désolation et la déception sociétale. La problématique de leur réinsertion sociale se trame d'incertitudes et stress psychologiques. Les récits biographiques des ex-enfants soldats/rebelles ayant intégré les différentes composantes de l'armée nationale tchadienne et des groupes rebelles dans les circonstances ci-dessus décrites, laissent entrevoir tant d'incertitudes sur leur avenir. L'histoire de vie de Ahmat Ramat Souleymane résume les épreuves de la vie qu'ils ont endurées depuis leur carrière militaire/rebelle jusqu'à leur réinsertion à la vie civile.

Quittant son village natal sous la contrainte des représailles de l'armée gouvernementale, Ahmat Ramat Souleymane partit en rébellion à l'âge de onze (11) ans. Il fut circoncis et passa toute son adolescence dans la rébellion. Sa formation militaire lui fut donnée par des instructeurs soudanais dans les zones rebelles du Centre. Membre de la première armée, une branche du FROLINAT, Ahmat fut parmi les premiers combattants rebelles ayant entrepris la guérilla urbaine contre les Forces Armées Tchadiennes. Entre 1974 et 1979, il a participé

¹³ Homme, rebelle « codo », âgé d'environ 49 ans, entretien réalisé à Sahr en février 2014.

¹⁴ L'ANT a subi des défaites sanglantes à Am Timan, Modoyina et Adé. . « Chad: Fighting On Two Fronts in Chaotic East », *IRIN*, 30 octobre 2006, <http://allafrica.com/stories/200610301207.html> (consulté le 25 juin 2007) ; Human Rights Watch, *They Came Here to Kill Us*, pp. 60, 61.

¹⁵ Entretien conduit par Human Rights Watch avec un responsable de l'ANT impliqué dans la vague de recrutement de septembre, lieu confidentiel, Tchad, 31 mars 2007.

à la plupart des attaques rebelles contre les soldats de l'Armée Nationale au Centre-sud du pays. A partir de 1981, il a fait successivement la navette entre les Forces Armées Populaires et les Forces Armées du Nord avant d'être incorporé dans l'Armée Nationale Tchadienne en 1982. De 1982 à 1987, il fut affecté dans le Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T) où il participa à la plupart des combats contre les forces libyennes et à la libération de la bande d'Aouzou en août 1987. Entre 1990 et 1994, le gouvernement tchadien connaît des difficultés budgétaires et décide de réduire les effectifs des différentes composantes de l'Armée Nationale. C'est ainsi qu'en 1994 Ahmat Ramat Souleymane se trouvait subitement parmi les vagues des soldats démobilisés. Après avoir servi d'une manière ou d'une autre l'Etat tchadien, il fut mis à la retraite sans pension, à part une prime de départ de trois cent mille francs CFA (300.000 FCFA) qu'il avait perçue en deux tranches¹⁶. Durant sa carrière rebelle/militaire, il n'avait bénéficié d'aucune promotion ni en grade ni en responsabilité. Il fut demeuré soldat jusqu'à son départ.

Au début de son insertion à la vie civile, il a rencontré beaucoup de difficultés pour s'adapter à son nouvel univers, celui de la vie civile qu'il n'a jamais connu. Il n'avait que des amis et camarades militaires comme lui. Il avait constaté que dans son nouveau milieu, la plupart de ses proches parents ne voulaient pas l'approcher. On ne le considérait pas seulement comme une charge sociale parce qu'il n'avait rien, mais aussi le trouvait-on comme une personne nuisible pour la société. En effet, les gens éprouvent souvent un sentiment d'horreur et de méfiance à l'égard des ex-enfants soldats en raison de leurs comportements violents et des humiliations qu'ils faisaient subir aux populations civiles. Alors, Ahmat se sentait très isolé et psychologiquement traumatisé. Nuit et jour, il pensait à la vie avec laquelle il venait de rompre, celle passée dans le métier des armes. Il regrettait profondément le temps qu'il avait, selon ses propres termes, perdu inutilement dans le service militaire. Il subissait à la fois un choc psychologique et une humiliation sociale, disait-il, qu'il n'arrivait pas à supporter intérieurement. C'est grâce aux soutiens et conseils de son beau-frère qu'il s'est ressaisi. Ainsi, après mûre réflexion, il décida d'apprendre la mécanique-auto dans le garage de son voisin et au bout de deux ans, il devenait mécanicien-chauffeur. Alors, il parvint à reconstruire sa vie. Recruté comme chauffeur d'un camion gros-porteur, il assure le transport des marchandises entre N'Djamena et Sarh. Le parcours de cet ex-enfant soldat n'est pas singulier. Beaucoup de ces anciens camarades d'armes ont connu le même parcours.

En somme, dans un contexte économique et social peu favorable, la réinsertion des enfants soldats n'est pas aisée. Considérés comme des violents et criminels, ceux-ci s'insèrent difficilement dans leurs communautés d'origine. Ils vivent une crise de confiance sociétale. Malgré tout, les réseaux familiaux et les réseaux forgés en rébellion restent des atouts pour la refondation de leur vie. Cependant,

¹⁶ Lire N'Djamena Bi-Hebdo n°953 du 29 au 30 mai 2006 sur la situation des démobilisés tchadiens.

la rupture avec le métier des armes n'est pas évidente. Si la transformation des ressources guerrières en capital mobilisable après la guerre est souvent difficile, le retour au métier des armes reste pour beaucoup d'entre eux une option salvatrice (M. Debos, 2008 : 167-181).

III- Phénomène d'enfants soldats : une gangrène incurable

Les sentiments d'échecs et des déceptions sociales qui taraudent le psychique des ex-enfants soldats, créent en ces derniers la hantise au métier des armes. Dans ce contexte des guerres civiles récurrentes et des crises économiques persistantes, la problématique de réinsertion des enfants soldats reste une équation énigmatique faisant de ces derniers des potentielles recrues non seulement pour les conflits violents mais aussi pour la protection des chefs.

III.1- Des Mineurs à la protection des présidents et chefs militaires

Hantés par le désir de s'éterniser au pouvoir et/ou de le conduire dans l'autoritarisme, les présidents et les chefs militaires ont toujours besoin d'une protection spéciale. A cet effet, la protection des présidents en exercice a été souvent assurée par un corps d'élite spéciale. Celui-ci jouit d'un statut distinct de l'armée nationale et recrute ses éléments dans le clan ou la communauté ethnique du président en fonction¹⁷. Cette tradition demeure constante et, depuis les brouilles opposant le président Idriss Déby et les membres de son clan, on constate une présence remarquable des mineurs dans les rangs de la sécurité présidentielle¹⁸. Entre 2007 et 2008, l'enrôlement des mineurs s'intensifie au sein du clan présidentiel. Les mineurs enrôlés reçoivent trois-cent-trente-trois mille francs CFA (333.000 f CFA) chacun ou une motocyclette, comme prime d'enrôlement. Les enfants enrôlés ont été emmenés au centre d'instruction militaire de Moussoro pour une formation rapide et, ensuite, ils furent déployés dans les différentes unités de la Direction Générale de Sécurisation des Institutions de l'État (DGSSIE), structure de la garde présidentielle de Gassi et d'Amsiné de la capitale, N'Djamena (Amnesty International, rapport, Février 2011). Beaucoup d'officiers supérieurs de l'Armée Nationale et de chefs rebelles recrutent à tout moment des enfants âgés de treize (13) à dix-sept (17) ans parmi les neveux et les petits cousins pour en faire de « garde-corps », c'est-à-dire des éléments assurant leur propre protection¹⁹. Ainsi, la présence remarquable des enfants dans les structures militaires au Tchad fut dénoncée par les organisations de protection des enfants et les partenaires du Tchad dans le domaine militaire. L'UNICEF, la France, les Etats Unis et l'ONU ont demandé au gouvernement tchadien à démobiliser tous les enfants soldats

¹⁷ F. Sene (2011) Raids sur le Sahara Central, Paris: L'Harmattan, pp 184-185.

¹⁸ Marielle Debos, « Behind the cliché of the Chadian 'desert warriors', militarized politics and Idriss Déby's global political capital », African Politics, African Peace, n° 22, juin 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 22 février 2024).

¹⁹ Tchad: Enfants soldats - le sujet n'est plus tabou http://www.rfi.fr/actufr/articles/089/article_51733.asp, consulté le 02/12/2024, à 22h 21mn.

des effectifs de l'armée nationale et de procéder à leur réinsertion sociale. A cet effet, le gouvernement tchadien doit coopérer étroitement avec ses partenaires, ci-dessus cités, pour réhabiliter les enfants soldats démobilisés, notamment pour leur réintégration dans leurs familles. Le processus de réinsertion familiale des enfants soldats exige préalablement la mise en place des structures psychosociales, éducatives et de formation professionnelle.

III.2- Une réinsertion sociale complexe

La démobilisation et la réinsertion des enfants soldats étaient une exigence des partenaires étatiques et non étatiques du gouvernement tchadien. La France, les Etats Unis, le Fonds de Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et les associations militant en faveur des enfants en détresse ont demandé au gouvernement et aux groupes rebelles tchadiens à démobiliser tous les enfants soldats de leurs effectifs militaires²⁰. Cependant la mise en œuvre de cette politique s'est heurtée à d'innombrables problèmes. Parmi les difficultés rencontrées se trouvent en premier lieu l'identification et le recensement des enfants soldats. L'absence d'acte de naissance de ces derniers ne permet pas aux partenaires d'identifier avec précision l'âge des enfants en treillis. Par conséquent, lors de recensements qu'opèrent les partenaires, les enfants soldats dissimulent leurs âges réels. En 2006, suite à l'accord signé entre l'UNICEF et le gouvernement tchadien, quatre cent treize (413) enfants soldats, âgés de neuf (9) à seize (16), ont été démobilisés. Ils étaient pris en charge temporairement dans un centre d'accueil à Mongo, au centre du pays. Puis, ils étaient transférés au centre de Koundoul, à N'Djamena. Les dispositifs d'accueil et de réinsertion ne présagent pas le résultat escompté. Car, il n'existe aucune structure de réinsertion pourvue des dispositifs psychosociaux, éducatifs et professionnels offrant aux enfants soldats une réinsertion durable dans la société.

En 2007, deux centres de transit et d'orientation ont été ouverts à Abéché et à N'Djamena dans le cadre du processus de réinsertion des enfants soldats, mais les conditions d'accueil n'y sont pas adéquates. Les enfants se plaignent de l'insuffisance de la nourriture et du manque des soins médicaux. La plupart des enfants ont quitté ces centres de transit pour rejoindre leurs familles. Étant donné que celles-ci vivent dans une insécurité constante et une précarité socioéconomique récurrente, les enfants démobilisés s'exposent probablement à des nouveaux recrutements²¹. D'où la persistance du phénomène d'enfants soldats dans les rangs de l'armée nationale et des forces rebelles. Ainsi, pour bien mener la démobilisation des mineurs, le gouvernement tchadien doit

²⁰ Déclaration de N'Djamena issue de la conférence régionale regroupant le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine, le Soudan et le Tchad dont le thème : Mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants par les forces et groupes armés : contribution à la paix, à la justice et au développement, tenue à N'Djamena du 07 au 09 juin 2010.

²¹ Rapport du secrétaire général de l'ONU, Les enfants et les conflits armés, A/63/758-S/2009/158, 26 mars 2009.

s'engager dans une concertation permanente avec ses partenaires étatiques et non étatiques pour offrir à la population cible une réinsertion sociale durable. Dans cette perspective, le gouvernement tchadien et ses partenaires se sont engagés sur un accord de principe consistant à démobiliser tous les soldats de moins de dix-huit (18) ans. A cet effet, les Etats-Unis et la France tiennent à conditionner leurs aides militaires au respect dudit accord. Quant aux organisations humanitaires, elles vont désormais coordonner leurs efforts avec les ministères tchadiens des Affaires sociales, de la Défense et des Relations extérieures pour démobiliser et réinsérer socialement tous les enfants soldats.

Conclusion

Au Tchad, le phénomène d'enfants soldats remonte à la naissance de la rébellion en 1966. Les incessantes répressions militaires dans les régions insurrectionnelles ont contraint les mineurs à rejoindre les rangs des forces rebelles. Plus tard, les interminables guerres civiles enracinent le phénomène au sein des forces structurées en belligérance. L'ostracisme qui caractérise la conduite du pouvoir et les conflits interethniques qui en découlent, revêtent au phénomène son caractère identitaire. Alors, l'enrôlement de mineurs devient l'obsession des présidents en exercice, des officiers supérieurs et des chefs rebelles. Ces derniers sollicitent davantage des mineurs originaires de leurs régions d'appartenance pour en faire des combattants et de corps d'élites spéciales chargées de leur protection. Par conséquent, la présence d'enfants soldats est remarquable autant dans les différentes structures militaires de l'armée nationale que dans les rangs des forces rebelles. Les enfants enrôlés ne perdent pas seulement leur scolarité, mais ils sacrifient leur jeunesse et, à la limite, ils constituent d'éternel réservoir de combattants pour les conflits armés.

Pour enrayer ce fléau d'enfants soldats, le processus de démobilisation et réinsertion des mineurs doit être accompagné par la création des centres de réinsertion dotés des moyens adéquats et des sanctions internationales conséquentes à l'endroit des régimes et des chefs rebelles s'adonnant à cette pratique.

Références bibliographiques

Ouvrages

- Bayart, J.-F. (1989) *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard, ("L'espace du politique"), 439 pages, index.
- Bayart, J. F. et al., *The Criminalisation of the State in Africa*, Oxford/Bloomington/Indianapolis, James Currey/ Indiana University Press, 1999
- Buijtenhuijs, R. (1978) *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*. La Haye : Mouton.
- Buijtenhuijs, R (1987) *Le FROLINAT et les guerres civiles au Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala.

- Dadi, A. (1988) *Tchad : L'État retrouvé*. Paris : L'Harmattan.
- Debos M. (2013) *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris : Karthala, p. 256.
- Mahamat-Saleh, Y. (2005) *Des rebelles aux seigneurs de guerre : la désagrégation de l'armée nationale*. N'djamena : Al-mouna
- Netcho, A. (1997) *Mangalmé 1965 : la révolte de Moubi*. Paris : Sépia.
- Ngothé, G. (2005) « Répartition des pouvoirs et société pluriethnique » in *Tchad : Conflit Nord-Sud : Mythe ou réalité ?* N'Djamena : Al-mouna.
- Sene, F. (2011) *Raids sur le Sahara Central*. Paris: L'Harmattan.

Articles

- Achille Mbembé, « Essai sur le politique en tant que forme de la dépense ». In : Cahiers d'études africaines, 2004/1 - n° 173-174
- Mbembé, A. (1990) « Pouvoir, violence et accumulation ». In : Politique africaine, n°39, p. 7-24.
- Marielle Debos, « Behind the cliché of the Chadian 'desert warriors', militarized politics and Idriss Déby's global political capital », *African Politics, African Peace*, n o 22, juin 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 22 février 2024).
- Marielle Debos, (2008), « Les limites de l'accumulation par les armes : Itinéraires d'ex-combattants au Tchad ». In : Politique africaine n°109-mars, p. 167-181.
- Souleymane Adoulaye Adoum et al (2025) « Les contrastes de l'Armée Nationale Tchadienne de 1960 à 2023: analyse des enjeux et défis » : In *Revue Internationale GRECE, Vol1, N°1* ISSN 3079-4463, e ISSN 3079-4471 <https://grece-tchad.com>

Journaux

- Le Temps n°473 du 05 au 11 avril 2006, p. 7.
- N'Djamena Bi-Hebdo n°953 du 29 au 30 mai 2006 sur la situation des démobilisés tchadiens.
- Extrait de sa conférence de presse diffusée à la radio nationale tchadienne le 22 novembre 1965, diffusé par la Radio Nationale Tchadienne (RNT) le 11/08/2017.

Rapports

- International Crisis Group « Tchad: vers le retour de la guerre? » Rapport Afrique n°111 du 1^{er} juin 2006, p. 11.
- Amnesty international « Un avenir compromis les enfants recrutés par l'armée et les groupes armés dans l'est du Tchad » Document public AFR 20/01/2011 (consulté en ligne le 15/11/2024 à 9 h 52 mn).

- L'ANT a subi des défaites sanglantes à Am Timan, Modoyna et Adé. . « Chad: Fighting On Two Fronts in Chaotic East», *IRIN*, 30 octobre 2006,

- Entretien conduit par Human Rights Watch avec un responsable de l'ANT impliqué dans la vague de recrutement de septembre, lieu confidentiel, Tchad, 31 mars 2007.

Sources électroniques

<http://allafrica.com/stories/200610301207.html> (consulté le 25 juin 2007) ;

Human Rights Watch, *They Came Here to Kill Us*, pp. 60, 61.

<http://www.rfi.fr/actufr/articles/089/51733.asp>, Tchad: Enfants soldats- le sujet n'est plus tabou, consulté le 02/12/2024 à 22 h 21mn.

Interviews et entretiens

N°	Nom et Prénoms	Sexe	Age	Profession	lieu	Sujet
01	Abdoulaye Oumar	H	80	Maçon	Mongo	Violences postcoloniales
02	Ahmat Souleymane Ramat	H	60	Ex-enfant soldat	Sarh	Utilisation des enfants soldats
03	Abderamane Azzis Ator Abdel-	H	68	Ex-chef rebelle	Mongo	Mobilisation de combattants rebelles
04	Houya	H	49	Ex-enfant soldat	Sarh	Utilisation des enfants soldats